



Pétition de la campagne Unis pour la Paix

À la Chambre des communes rassemblée au Parlement :

De nombreux Canadiens et Canadiennes appuient généreusement les efforts de construction de la paix au Canada et partout dans le monde.

Mais alors que ces efforts se poursuivent, nous voyons toutefois la nécessité de mieux comprendre les causes du conflit et d'examiner ce que nous pouvons faire de plus pour le prévenir, de même que pour construire la paix et réparer les relations brisées.

Nous, soussignés-es résidents-es du Canada, voulons attirer votre attention sur ce qui suit :

- La véritable sécurité pour tous et toutes n'est possible que grâce à la paix basée sur la justice, et ne peut être assurée par l'oppression militaire et la domination économique.
- Le 13 septembre 2007, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par une grande majorité la Déclaration sur les Droits des peuples autochtones. Le Canada figure parmi les quatre seuls pays à s'y être opposé. Le 8 avril 2008, la Chambre des communes a voté en faveur d'une résolution pour appuyer la Déclaration telle qu'adoptée par les Nations Unies et a appelé le gouvernement du Canada à « mettre pleinement en vigueur les normes qu'elle contient ».
- Le Canada manque aux engagements de sa propre politique concernant le Moyen-Orient qui est basée sur le respect des droits de la personne et le droit international. Par exemple, le Canada a été le seul pays à voter contre la résolution des Nations Unies du 24 janvier 2008 touchant les droits de la personne dans le contexte du siège de Gaza, résolution qui appelait « toutes les parties concernées à respecter les règles du droit international et du droit humanitaire international, et de ce fait ne pas exercer de violence envers la population civile ».
- Ces récentes années, l'orientation de la politique étrangère et militaire canadienne s'est détournée de la construction de la paix, du maintien de la paix, et de la diplomatie pour la paix, pour adopter une réponse militaire au conflit.

Par conséquent, nous les soussignés-es demandons que le Parlement canadien :

- **reconnaisse et soutienne la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones** dans nos politiques intérieures et internationales et appuie l'acceptation formelle de cette déclaration par le gouvernement du Canada;
- **fasse montre de leadership pour une résolution du conflit israélo-palestinien dans le respect des droits humains et du droit international** en appelant les leaders israéliens et palestiniens au respect des droits humains, à l'entière observance du droit international et des résolutions pertinentes des Nations Unies, et d'ainsi amener toutes les parties impliquées à négocier une paix juste;
- **exhorte toutes les parties en conflit aux Philippines de reprendre les pourparlers de paix** et demande au gouvernement des Philippines le respect des droits humains et du droit international et la mise en œuvre de la recommandation du Rapporteur spécial des Nations Unies, « l'élimination de toute exécution sommaire dans la lutte contre l'insurrection »;
- **soutienne des solutions qui touchent aux racines du conflit en Colombie**, demande instamment aux autorités colombiennes de démontrer publiquement leur appui à la défense des droits humains, à la négociation d'une entente politique au conflit social et armé, ainsi que le rejet de stratégies militaires sous promesse d'une résolution rapide du conflit.

NOM

ADRESSE

SIGNATURE
